

voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers en tot vaststelling van zijn statuten, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 14 september 1981, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

* Art. 17. Vanaf het vierde kwartaal 1988, stuurt de werkgever aan het Fonds per kwartaal en binnen dezelfde in vorig artikel voorziene termijn, een gedrukt afschrift van de staat A van de driemaandelijke Rijksdienst voor sociale zekerheidsaangifte evenals een gedrukt afschrift van het statistiekraam van deze aangifte. »

Art. 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 26 september 1988.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 8 december 1988.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
L. VAN DEN BRANDE

textile de l'arrondissement administratif de Verviers et en fixant ses statuts, rendue obligatoire par arrêté royal du 14 septembre 1981, est remplacé par les dispositions suivantes :

* Art. 17. A partir du quatrième trimestre 1988, l'employeur fait parvenir au Fonds, par trimestre et dans le même délai prévu à l'article précédent, une copie imprimée du relevé A de la déclaration trimestrielle à l'Office national de sécurité sociale ainsi qu'une copie imprimée du cadre statistique de cette déclaration. »

Art. 2. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 26 septembre 1988.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 8 décembre 1988.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
L. VAN DEN BRANDE

EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 88 — 2246

16 DÉCEMBRE 1988. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 mars 1983 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services, tel que modifié par les arrêtés de l'Exécutif des 2 septembre 1985, 24 septembre 1985, 13 novembre 1985 et 26 août 1986;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1988 portant règlement de son fonctionnement;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 17 mai 1988 fixant la répartition des compétences entre les Ministres de la Communauté française;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, tel qu'il a été modifié par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'urgence spécialement motivée par la nécessité d'adapter sans délai les dispositions régissant l'octroi des subventions aux services d'aide aux familles à l'évolution des structures et de l'organisation des soins à domicile;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de la Santé et vu la délibération de l'Exécutif du 16 décembre 1988,

Arrêtons :

1. Dispositions générales

Article 1er. Le présent arrêté s'applique aux services dont le siège social se situe sur le territoire de la région de langue française.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre :

- le Ministre : le Ministre des Affaires sociales de l'Exécutif de la Communauté française;
- les services : les services agréés d'aides aux familles et aux personnes âgées.

Art. 3. Le Ministre peut, aux conditions déterminées dans le présent arrêté, agréer des services d'aide aux familles et aux personnes âgées, créés par les provinces, les communes, les centres publics d'aide sociale et les associations sans but lucratif.

Il peut accorder des subventions aux services agréés, dans les limites des crédits disponibles, conformément aux dispositions du présent arrêté.

2. De l'agrément

Art. 4. Pour être agréés, les services doivent remplir les conditions suivantes :

1° avoir pour objet de mettre temporairement et sans distinction d'opinion politique, philosophique ou religieuse, des aides familiales ou des aides seniors à la disposition des familles et des personnes isolées qui en font la demande.

Par priorité, les aides doivent être accordées à ceux qui en ont le plus besoin et qui sont les moins favorisés sur le plan financier, parce que les requérants ne sont pas ou sont insuffisamment en état d'accomplir leurs tâches familiales ou ménagères, en raison soit de l'absence d'un des parents, soit d'une inaptitude physique ou mentale, soit de circonstances sociales particulières;

2° employer à temps plein et de façon permanente aux moins trois aides familiales ou aides seniors qui répondent aux conditions énoncées à l'article 5 du présent arrêté.

Un emploi à temps plein peut être remplacé par deux emplois à temps partiel pour autant qu'ils correspondent au moins à un emploi à temps plein;

3° s'engager à appliquer aux aides familiales et aux aides seniors leur statut respectif, tel qu'il a été approuvé par l'Exécutif;

4° occuper à quart-temps, dans les liens d'un contrat de travail, un assistant social ou un infirmier gradué social, ainsi qu'un employé administratif pour au moins dix aides à temps plein telles que visées au 2° du présent arrêté afin d'effectuer les enquêtes sociales et d'assurer l'accompagnement des bénéficiaires et des aides familiales et seniors;

5° exiger des aides familiales et des aides seniors des garanties de santé en les soumettant lors de l'engagement et ensuite annuellement à un contrôle médical préventif;

6° garantir le caractère confidentiel des entretiens de service et des entretiens avec les demandeurs d'aide.

Dans ce but, un local doit être mis à la disposition de chaque service dans la commune où celui-ci a son siège et dans les différentes sections des services;

7° se soumettre au contrôle organisé par le Ministre. Les nouveaux services ne sont agréés que sur base d'une étude des besoins et d'un mémoire justificatif qu'ils déposent.

Art. 5. Les aides familiales et les aides seniors, dont question à l'article 4, 2°, du présent arrêté, doivent être titulaires d'une attestation de capacité délivrée par l'Exécutif.

Sont assimilées à cette catégorie :

1° les aides familiales et les aides seniors qui ont suivi un programme de formation fixé par l'Exécutif;

2° les aides familiales et aides seniors titulaire d'une attestation de capacité délivrée avant le 13 février 1975;

3° les aides familiales et aides seniors titulaires d'une attestation de capacité en langue française délivrée durant la période prenant cours le 13 février 1975 et prenant fin à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté;

4° les aides familiales ayant justifié, devant la Commission instituée par l'arrêté ministériel du 7 juillet 1949, abrogé par l'arrêté ministériel du 3 mars 1954, des connaissances d'une pratique équivalant à celle exigée des aides familiales visées au 1° du présent article;

5° les aides familiales ou aides seniors titulaires d'un brevet ou d'un certificat délivré à l'étranger attestant qu'elles ont acquis des connaissances théoriques et pratiques équivalant à celles exigées des aides visées aux 1° et 3° du présent article et qui sont, en outre, en possession du certificat d'immatriculation d'aide familiale ou d'aide senior délivré par l'Exécutif aux conditions qu'il fixe;

6° les aides familiales issues d'une école professionnelle secondaire supérieure finalité aide familiale ou aide familiale et sanitaire ou puéricultrice ou aspirant(e) en nursing en possession des documents suivants :

— un brevet ou un certificat d'aide familiale ou aide familiale et sanitaire ou puéricultrice ou aspirant(e) en nursing;

— une attestation de qualification de la sixième année d'étude;

— un certificat d'étude établissant que le candidat a suivi avec succès la sixième année d'étude.

Art. 6. 1° L'agrément est accordé par le Ministre sur rapport de ses services d'inspection. Sa décision est communiquée au service intéressé.

2° Le Ministre peut, par décision motivée, retirer l'agrément au service qui ne remplit plus les conditions fixées par le présent arrêté. Dans ce cas, la décision du Ministre prend cours six mois après la notification du retrait de l'agrément.

3° En cas de refus ou de retrait d'agrément par décision motivée du Ministre, le service dispose d'un délai de quinze jours pour adresser un mémoire justifiant l'accomplissement des conditions requises pour l'octroi ou le maintien de l'agrément.

4° Le service auquel l'agrément est refusé ou retiré ne peut introduire une nouvelle demande d'agrément qu'au plus tôt six mois après la notification du refus du Ministre.

3. De l'aide

Art. 7. L'aide est fournie sur sollicitation du demandeur d'aide eu égard à ses besoins réels.

Les besoins sont évalués à la lumière d'une enquête sociale annuelle.

L'assistant social ou l'infirmier gradué social ont la responsabilité de la réponse à la demande d'aide.

L'octroi ou le refus de l'aide, ainsi que son suivi social doivent être justifiés dans un dossier social tenu à jour.

L'assistant social ou l'infirmier gradué social peuvent déroger aux dispositions prévues à l'article 8, 3° et 4° à condition de motiver leur décision par un rapport social transmis à l'organe de contrôle prévu à l'article 4, 7°.

Le Ministre accorde ou refuse la dérogation par décision motivée. Cette décision est communiquée au service dans les 30 jours suivant l'introduction de la demande.

A défaut de réponse dans les délais, la dérogation est considérée comme accordée.

4. Des subventions

Art. 8. L'octroi des subventions est subordonné aux conditions suivantes :

1° rémunérer les aides pour les prestations effectuées dans le respect des lois relatives au contrat de travail ou en vertu du statut s'il s'agit de personnel nommé à titre définitif par les services publics;

2° exiger du bénéficiaire de l'aide une contribution en rapport avec les ressources et les charges de la famille selon le barème fixé par le Ministre, barème auquel il ne peut être dérogé que sur base des dispositions prévues à l'article 7 et soumis au contrôle prévu à l'article 4, 7°;

3° ne pas excéder, pour un même cas, une durée de 200 heures par trimestre pour l'ensemble des prestations fournies par un même service ou par des services différents;

4° ne pas excéder 100 heures par trimestre pour l'ensemble des prestations fournies par un même service ou par des services différents dans les familles dont les revenus supposent une contribution du bénéficiaire supérieure à 200 francs l'heure, conformément aux barèmes fixés par le Ministre.

Le Ministre peut déroger aux limitations prévues aux 3° et 4° du présent article lorsque l'intervention exceptionnelle est motivée par un rapport du service d'inspection ou par un rapport établi par un assistant social ou un infirmier gradué social.

Art. 9. Au plus tard dans le troisième trimestre, le Ministre fixe pour l'année suivante le nombre maximum annuel d'heures de prestations admissibles au bénéfice des subventions, ci-après dénommées le contingent.

Art. 10. La subvention comporte :

1° un montant forfaitaire de 346,6 francs par heure prestée, à titre d'intervention dans les charges salariales des aides;

2° un montant forfaitaire supplémentaire de 40 francs par prestation accordé à titre d'intervention dans les frais administratifs;

3° un montant forfaitaire supplémentaire fixé à 80 francs accordé à titre d'intervention dans les frais salariaux des assistants sociaux ou des infirmiers gradués calculés à concurrence du nombre de familles aidées mensuellement pour l'ensemble du service, à condition que chaque famille ait bénéficié de six prestations minimum;

4° un montant forfaitaire supplémentaire de 75 francs par heure prestée les samedis, dimanches ou entre 20 heures et 6 heures; ces heures ne peuvent dépasser 2 p.c. du contingent.

Ces montants peuvent être adaptés chaque année par le Ministre.

Le nombre d'heures prestées à prendre en considération pour le calcul des subventions prévues au 1° du présent article ne peut dépasser en moyenne, par aide et par trimestre, la durée hebdomadaire de travail convenue en commission paritaire des aides familiales et des aides seniors et rendue obligatoire par arrêté royal du 6 janvier 1984 ou stipulée dans le contrat de travail.

Art. 11. Les subventions prévues à l'article 10 ne sont pas octroyées lorsque la contribution horaire réclamée au bénéficiaire est, eu égard à ses ressources immobilières, mobilières et à ses charges familiales, manifestement non conforme au barème fixé par le Ministre.

Art. 12. Pour chaque cas faisant l'objet de prestations pouvant être prises en considération pour l'octroi des subventions, le service agréé est tenu d'établir les documents de contrôle suivant le modèle fixé par le Ministre.

Art. 13. Les subventions sont liquidées au moins semestriellement.

A peine de forclusion, les services doivent introduire leur demande de subventions dans le mois qui suit l'expiration du trimestre au cours duquel les prestations ont été accomplies. Deux subventions provisionnelles peuvent être accordées par semestre.

La première de ces subventions peut atteindre un montant correspondant à 80 p.c. des subventions octroyées lors du semestre pénultième.

Art. 14. Les services qui organisent les cours de perfectionnement peuvent bénéficier, dans les limites du contingent, des subventions prévues à l'article 10, 1° et 2°.

Le bénéfice de cette subvention est subordonné à la participation d'au moins 6 aides pour une durée minimale de 2 heures de cours durant le temps de travail.

Si plusieurs services organisent ensemble un tel cours, la subvention est répartie entre eux au prorata du nombre d'aides qu'ils y envoient.

Chaque aide doit suivre annuellement un minimum de 24 heures de cours.

L'organisation et le programme de ces cours doivent être notifiés au Ministre au plus tard 15 jours avant qu'ils ne débutent.

Art. 15. Les services qui organisent des réunions de coordination ou d'équipes ayant pour but l'évaluation et l'amélioration de l'aide apportée aux familles peuvent bénéficier, dans les limites du contingent, des subventions prévues à l'article 10, 1° et 2°. La durée globale de ces réunions ne peut cependant dépasser 2 p.c. de l'ensemble des prestations du service.

Art. 16. Les services qui organisent des accompagnements individuels peuvent bénéficier, dans les limites du contingent, des subventions prévues à l'article 10, 1° et 2°.

L'accompagnement individuel requiert au moins trois intervenants de fonction sociale, paramédicale ou médicale au profit d'une même famille.

Cet accompagnement individuel ne peut dépasser 12 heures par an et par aide.

Art. 17. Les services qui organisent la distribution de repas peuvent bénéficier, dans les limites du contingent, des subventions prévues à l'article 10, 1° et 2°.

Ces prestations ne peuvent dépasser 4 heures par jour et par aide.

Art. 18. Les frais de déplacement de l'aide peuvent être à charge de la personne aidée à raison de 10 p.c. de la contribution personnelle du bénéficiaire de l'aide, telle que visée à l'article 8, 2°.

La durée du déplacement est prise en considération dans le contingent à raison d'un quart d'heure par prestation.

5. Obligations et sanctions

Art. 19. Les services agréés subventionnés transmettent au Ministre avant le 30 avril de l'année suivant l'exercice écoulé :

1° le compte complet des recettes et dépenses de l'exercice, y compris un relevé détaillé des subventions et des interventions financières qui proviennent d'autres administrations publiques, institutions et services privés, ainsi que de la contribution exigée de chacun des bénéficiaires;

2° une copie des documents de déclaration à l'Office national de sécurité sociale mentionnant les prestations de travail des aides familiales, des aides seniors, des assistants sociaux et des infirmiers gradués sociaux et du personnel administratif et leur numéro d'immatriculation;

3° les données relatives aux familles et aux personnes aidées, telles que fixées par le Ministre.

Art. 20. En cas d'irrégularité dûment constatée, le Ministre peut suspendre le bénéfice des subventions pour une période qu'il détermine.

6. Dispositions transitoires et finales

Art. 21. L'arrêté de l'Exécutif du 20 mars 1983 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions en leur faveur tel que modifié par les arrêtés de modification des 2 septembre 1985, 24 septembre 1985, 13 novembre 1985 et 26 août 1986 est abrogé.

Art. 22. Les services agréés au 31 décembre 1988 sont réputés agréés. Ils bénéficient d'un délai de 6 mois à partir du 1er janvier 1989 pour se conformer aux dispositions du présent arrêté.

Art. 23. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1989.

Bruxelles, le 16 décembre 1988.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,

V. FEAUX

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Ch. PICQUE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 88 — 2246

16 DECEMBER 1988. — Besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 30 maart 1983 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van subsidies aan deze diensten, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Executieve van 2 september 1985, 24 september 1985, 13 november 1985 en 26 augustus 1986;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 27 december 1985 tot regeling van de onder-tekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 18 februari 1988 houdende regeling van haar werking;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 17 mei 1988 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Franse Gemeenschapsexecutieve;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, zoals het werd gewijzigd bij artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de bijzondere dringende noodzakelijkheid zonder verwijl de beschikkingen tot regeling van de toekenning van toelagen aan de diensten voor gezinshulp, aan de evolutie van de structuren en van de organisatie van thuisverzorging aan te passen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en van Gezondheid en gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 18 december 1988, genomen beslissing,

Besluiten :

1. Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de diensten waarvan de sociale zetel gelegen is op het grondgebied van het Franse taalgebied.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit, dient te worden verstaan onder :

- de Minister : de Minister van Sociale Zaken van de Franse Gemeenschapsexecutieve;
- de diensten : de erkende diensten voor gezins- en bejaardenhulp.

Art. 3. De Minister kan, onder de in dit besluit vastgestelde voorwaarden, diensten voor gezins- en bejaardenhulp erkennen die door de provincies, de gemeenten, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en de verenigingen zonder winstoogmerk worden opgericht.

Hij kan aan de erkende diensten toelagen toekennen binnen de perken van de beschikbare kredieten, overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

2. Erkenning

Art. 4. Om erkend te worden, moeten de diensten voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° tot doel hebben tijdelijk en zonder onderscheid van politieke, filosofische of godsdienstige overtuiging, gezinshelpsters of bejaardenhelpsters ter beschikking te stellen van gezinnen en alleenstaanden die de aanvraag daarom doen.

De hulp moet bij voorrang worden verleend aan de meest hulpbehoevenden en financieel minstbedeelden, omdat de hulpvragers niet of onvoldoende in staat zijn hun gezins- of huishoudelijke taken te verrichten, hetzij wegens de afwezigheid van één van de ouders, hetzij wegens lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid, of hetzij wegens bijzondere sociale omstandigheden;

2° voltijds en permanent ten minste drie gezins- of bejaardenhelpsters tewerkstellen die aan de in artikel 5 van dit besluit bedoelde voorwaarden voldoen.

Een voltijdse betrekking kan worden vervangen door twee deeltijdse betrekkingen, voor zover deze met ten minste één voltijdse betrekking overeenstemmen;

3° zich verbinden op de gezins- en bejaardenhelpsters hun respectieve statuten, zoals ze door de Executieve worden goedgekeurd, toe te passen;

4° in het kader van een arbeidsovereenkomst, een maatschappelijk assistent of een gegradueerde sociaal verpleegkundige, alsook een administratief bediende voor ten minste tien voltijdse helpsters zoals bedoeld in 2° van dit besluit, kwartijds tewerkstellen om de sociale onderzoeken te verrichten en de begunstigten en de gezins- en bejaardenhelpsters te begeleiden;

5° zich ervan vergewissen dat de gezins- en bejaardenhelpsters gezond zijn, door ze bij de aanwerving en vervolgens elk jaar aan een preventief geneeskundig onderzoek te onderwerpen;

6° de vertrouwelijke aard van de dienstgesprekken en van de gesprekken met de hulpvragers moet gewaarborgd zijn.

Hiertoe moet voor elke dienst in de gemeente waar zijn zetel gevestigd is alsook in de verschillende afdelingen van de diensten, een lokaal ter beschikking gesteld worden;

7° zich onderwerpen aan de controle die door de Minister wordt georganiseerd. Nieuwe diensten kunnen slechts erkend worden op basis van een behoeftenstudie en verantwoordigingsmemorie ingediend door deze.

Art. 5. De in artikel 4, 2°, van dit besluit bedoelde gezins- en bejaardenhelpsters moeten houdster zijn van een bekwaamheidsattest afgeleverd door de Executieve.

Met deze categorie worden gelijkgesteld :

1° de gezins- en bejaardenhelpsters die een door de Executieve vastgesteld opleidingsprogramma hebben gevolgd;

2° de gezins- en bejaardenhelpsters die houdster zijn van een bekwaamheidsattest afgeleverd vóór 13 februari 1975;

3° de gezins- en bejaardenhelpsters die houdster zijn van een bekwaamheidsattest in Franse taal afgeleverd gedurende de periode die op 13 februari 1975 ingaat en eindigt op de datum van inwerkingtreding van dit besluit;

4° de gezinshelpsters die, voor de Commissie ingesteld bij ministerieel besluit van 7 juli 1948, opgeheven bij ministerieel besluit van 3 maart 1954, hebben bewezen dat ze een praktische kennis hebben verworven die gelijkwaardig is met deze die van de in 1° van dit artikel bedoelde gezinshelpsters wordt vereist;

5° de gezins- of bejaardenhelpsters die houdster zijn van een brevet of getuigschrift, uitgereikt in het buitenland, waaruit blijkt dat ze een theoretische en praktische kennis hebben verworven die gelijkwaardig is met deze die van de in 1° en 3° van dit artikel bedoelde helpsters wordt vereist, en die, bovendien, in het bezit zijn van het inschrijvingsbewijs voor gezins- of bejaardenhelpster afgeleverd door de Executieve onder de voorwaarden die ze vaststelt;

6° de gezinshelpsters die uit een hoger secundaire beroepsschool, finaliteit gezinshelpster of gezins- en sanitaire helpster of kinderverzorgster of verpleegaspirant(e), komen en die in het bezit zijn van de volgende documenten :

— een brevet of een getuigschrift van gezinshelpster of gezins- en sanitaire helpster of kinderverzorgster of verpleegaspirant(e);

— een kwalificatieattest van het zesde leerjaar;

— een studiegetuigschrift waaruit blijkt dat de kandidaat met vrucht het zesde leerjaar heeft gevolgd.

Art. 6. 1° De erkenning wordt door de Minister toegestaan op verslag van zijn inspectiediensten. Zijn beslissing wordt aan de betrokken dienst medegedeeld.

2° De Minister kan, bij een met redenen omklede beslissing, de erkenning intrekken van de dienst die de bij dit besluit vastgestelde voorwaarden niet meer vervult. In dit geval gaat de beslissing van de Minister zes maanden na de kennisgeving van de intrekking van de erkenning in.

3° Ingeval de erkenning geweigerd of ingetrokken wordt bij een met redenen omklede beslissing van de Minister, beschikt de dienst over een termijn van veertien dagen om een memorie in te dienen waaruit blijkt dat de voorwaarden vereist voor de toekenning of het behoud van de erkenning vervuld zijn.

4° De dienst waarvan de erkenning geweigerd of ingetrokken wordt kan slechts een nieuwe aanvraag om erkenning indienen ten vroegste zes maanden na de kennisgeving van de weigering van de Minister.

3. Hulpverlening

Art. 7. De hulpverlening wordt verstrekt op aanvraag van de hulpvrager, rekening houdend met zijn werkelijke behoeften.

De behoeften worden op basis van een jaarlijks sociaal onderzoek beoordeeld.

De maatschappelijk assistent of de gegradueerde sociaal verpleegkundige zijn verantwoordelijk voor het antwoord op de aanvraag om hulp.

De toekenning of de weigering van hulp, alsook de controle op de wijze waarop deze hulp concreet wordt verleend, moeten verantwoord worden in een bijgehouden sociaal dossier.

De maatschappelijk assistent of de gegradueerde sociaal verpleegkundige kunnen van de in artikel 8, 3° en 4°, bedoelde bepalingen afwijken op voorwaarde dat ze hun beslissing motiveren bij een sociaal verslag dat aan het in artikel 4, 7°, bedoelde controleorgaan wordt medegedeeld.

De Minister staat de afwijking toe of weigert deze bij een met redenen omklede beslissing. Deze beslissing wordt aan de dienst medegedeeld binnen een termijn van 30 dagen na de indiening van de aanvraag.

Indien geen antwoord binnen de termijn wordt gegeven, wordt de afwijking als toegestaan beschouwd.

4. Toelagen

Art. 8. Toelagen worden toegekend onder de volgende voorwaarden :

1° De helpsters bezoldigen voor de vertrekkingen geleverd met inachtneming van de wetten betreffende de arbeidsovereenkomst of krachtens het statuut als het gaat om vast benoemd personeel van de openbare diensten.

2° Van de persoon die de hulp geniet een bijdrage eisen die overeenstemt met de inkomsten en de lasten van het gezin volgens de schalen die door de Minister worden vastgesteld en waarvan slechts op grond van de in artikel 7 bedoelde bepalingen afgeweken kan worden en die aan de in artikel 4, 7°, bedoelde controle worden onderworpen.

3° Voor een zelfde geval 200 uren per trimester niet overschrijden voor het geheel van de verstrekkingen geleverd door een zelfde dienst of door verschillende diensten.

4° Per trimester niet 100 uren overschrijden voor het geheel van de verstrekkingen geleverd door een zelfde dienst of door verschillende diensten in gezinnen waarvan de inkomsten aanleiding geven tot een bijdrage van de begunstigde die meer dan 200 frank per uur bedraagt, overeenkomstig de door de Minister bepaalde schalen.

De Minister kan van de in 3° en 4° van dit artikel bedoelde beperkingen afwijken, wanneer de uitzonderlijke verstrekking gestaafd wordt door een verslag van de inspectiedienst of door een verslag opgemaakt door een maatschappelijk assistent of een gegradueerde sociaal verpleegkundige.

Art. 9. Uiterlijk in het derde trimester stelt de Minister voor het volgende jaar het jaarlijks maximum aantal verstrekkingsuren vast die in aanmerking komen voor de toelagen, hierna het contingent genoemd.

Art. 10. De toelage bestaat uit :

1° een forfaitair bedrag van 346,6 frank per verstrekkingssuur, als tegemoetkoming in de loonkosten van de helpsters;

2° een aanvullend forfaitair bedrag van 40 frank per verstrekking, toegekend als tegemoetkoming in de administratiekosten;

3° een aanvullend forfaitair bedrag van 80 frank, toegekend als tegemoetkoming in de loonkosten van de maatschappelijke assistenten of de gegradueerde verpleegkundigen, berekend op grond van het aantal maandelijks geholpen gezinnen voor het geheel van de dienst, op voorwaarde dat elk gezin ten minste zes verstrekkingen heeft genoten;

4° een aanvullend forfaitair bedrag van 75 frank per verstrekkingssuur op zaterdag, zondag of tussen 20 uur en 6 uur; deze uren mogen 2 % van het contingent niet overschrijden.

Deze bedragen kunnen elk jaar door de Minister worden aangepast.

Het aantal verstrekkingen uren dat in aanmerking genomen dient te worden voor de berekening van de toelagen bedoeld in 1° van dit artikel, mag gemiddeld, per helpster en per trimester, de arbeidsduur per week niet overschrijden die in het Paritair Comité voor de gezins- en bejaardenhelpsters werd overeengekomen en die algemeen verbindend werd verklaard bij koninklijk besluit van 6 januari 1984, of die in de arbeidsovereenkomst is bedongen.

Art. 11. De in artikel 10 bepaalde toelagen worden niet toegèkend wanneer de uurbijdrage die van de begunstigde wordt geëist blijktbaar, rekening houdend met zijn inkomsten uit onroerende en roerende goederen en met zijn gezinslasten, niet in overeenstemming zijn met het barema vastgesteld door de Minister.

Art. 12. Voor elk geval waarvoor verstrekkingen worden geleverd die in aanmerking kunnen komen voor de toekenning van toelagen, moet de erkende dienst controledocumenten opmaken volgens het door de Minister vast te stellen model.

Art. 13. De toelagen worden ten minste semestrieel uitbetaald.

Op straffe van uitsluiting, moeten de diensten hun aanvraag om toelagen indienen binnen de maand volgend op het einde van het trimester tijdens hetwelk de verstrekkingen werden geleverd. Er kunnen bij wijze van voorschot twee toelagen per semester worden toegekend.

De eerste van deze toelagen kan een bedrag bereiken dat overeenstemt met 80 % van de toelagen die tijdens het betrokken semester werden toegekend.

Art. 14. De diensten die vervolmakingscursussen organiseren, kunnen, binnen de perken van het contingent, de in artikel 10, 1° en 2° bedoelde toelagen ontvangen.

Om deze toelagen te kunnen ontvangen, moeten ten minste zes helpsters voor een minimumduur van 2 lesuren tijdens de werktijd aan die cursussen deelnemen.

Indien verschillende diensten samen zulke cursussen organiseren, wordt de toelage onder deze verdeeld naar verhouding van het aantal helpsters die ze naar die cursussen sturen.

Iedere helpster moet jaarlijks een minimum van 24 lesuren volgen.

Van de organisatie en het programma van die cursussen moet aan de Minister veertien dagen voordat ze beginnen, kennis worden gegeven.

Art. 15. Diensten die coördinatie- of ploegvergaderingen organiseren die tot doel hebben de hulpverlening aan gezinnen te evalueren en te verbeteren, kunnen, binnen de perken van het contingent, de in artikel 10, 1° en 2° bedoelde toelagen genieten. De globale duur van deze vergaderingen mag echter 2 % van het geheel van de verstrekkingen van de dienst niet overschrijden.

Art. 16. Diensten die individuele begeleidingen organiseren kunnen, binnen de perken van het contingent, de in artikel 10, 1° en 2° bedoelde toelagen genieten.

Voor de individuele begeleiding zijn ten minste drie personen vereist die een sociale paramedische of medische functie ten behoeve van een zelfde gezin uitoefenen.

Deze individuele begeleiding mag 12 uur per jaar en per helpster niet overschrijden.

Art. 17. Diensten die de distributie van maaltijden organiseren, kunnen, binnen de perken van het contingent, de in artikel 10, 1° en 2° bedoelde toelagen genieten.

Deze verstrekkingen mogen 4 uur per jaar en per helpster niet overschrijden.

Art. 18. De reiskosten van de helpster kunnen ten laste worden gebracht van de geholpen persoon naar verhouding van 10 % van de persoonlijke bijdrage van de persoon die de hulp geniet zoals bedoeld in artikel 8, 2°.

De duur van de reis wordt in het contingent in aanmerking genomen naar verhouding van een kwartier per verstrekking.

5. Verplichtingen en sancties

Art. 19. De erkende diensten die toelagen ontvangen zenden aan de Minister vóór 30 april van het jaar volgend op het afgesloten dienstjaar :

1° een volledige dienstjaarrekening van ontvangsten en uitgaven, met inbegrip van een gedetailleerde opgave van de toelagen en financiële tegemoetkomingen afkomstig van andere overheidsadministraties, privé-instellingen en diensten, alsmede van de bijdrage die van iedere begunstigde wordt geëist;

2° een afschrift van de aangiftestukken gestuurd aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid met vermelding van de werkverstrekkingen van de gezinshelpsters, de bejaardenhelpsters, de maatschappelijke assistenten, de gegradueerde sociaal verpleegkundigen en het administratief personeel, en van hun inschrijvingsnummer;

3° de gegevens met betrekking tot de geholpen gezinnen en personen, zoals bepaald door de Minister.

Art. 20. Ingeval een onregelmatigheid vastgesteld wordt, kan de Minister de toekenning van toelagen voor een door hem te bepalen periode opschorten.

6. Slotbepalingen

Art. 21. Het besluit van de Executieve van 20 maart 1983 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van subsidies aan deze diensten, zoals gewijzigd bij de besluiten van 2 september 1985, 24 september 1985, 13 november 1985 en 26 augustus 1986, wordt opgeheven.

Art. 22. De op 31 december 1988 erkende diensten worden geacht erkend te zijn. Zij genieten van een termijn van zes maanden vanaf 1 januari 1989 om zich te schikken naar de bepalingen van dit besluit.

Art. 23. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1989.

Brussel, 16 december 1988.

De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve,
V. FEAUX

De Minister van Sociale Zaken en van Gezondheid,
Ch. PICQUE